



## MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

L'ANNÉE 2020 AURA ÉTÉ UNE ANNÉE MARQUANTE POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION ET NOTRE INDUSTRIE N'AURA PAS ÉTÉ ÉPARGNÉE. LA CRISE DE LA COVID-19 A CRÉÉ UN CHOC RAPIDE SUR LA DEMANDE, SUR LE PRIX DU LAIT, SUR LES SERVICES À LA FERME, SUR LES EXIGENCES SANITAIRES ET SUR NOS MODES DE COMMUNICATION. CETTE CRISE S'EST TRAVERSÉE DANS UN CONTEXTE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD CANADA-ÉTATS-UNIS-MEXIQUE (ACEUM) OÙ NOUS AVONS DÛ REVOIR NOS POLITIQUES POUR NOS CONFORMER À SES EXIGENCES.

On se doit dans un premier temps de faire un retour sur les effets de la crise. Les mesures de confinement et la fermeture de plusieurs établissements ont fait chuter de façon importante la demande. L'approvisionnement en lait au Québec aura été d'autant plus difficile considérant l'importance du marché de la transformation ainsi qu'une présence considérable dans le marché canadien de l'hôtellerie, des restaurants et des institutions. L'ensemble des équipes des Producteurs de lait du Québec ont travaillé d'arrache-pied afin de s'assurer de maximiser les résultats pour la mise en marché du lait. L'approvisionnement s'est rapidement retrouvé avec un surplus de lait à placer. Des dons de lait records de près de 4 millions de litres ont alors été offerts conjointement avec certains transformateurs aux frais de l'industrie pour aider les plus démunis. Les capacités des programmes de stockage étaient insuffisants, ce qui a mené à la création d'un nouveau programme pour l'entreposage du fromage. Nos campagnes de promotion se sont aussi rapidement ajustées pour notamment cibler les segments de marché les plus affectés. La chute étant importante, nous avons dû rapidement agir aux signaux du marché et limiter la production. Le plafonnement de la reprise de tolérance s'est avéré être le meilleur outil dans ce contexte exceptionnel. Cela n'a pas été sans conséquence sur nos fermes alors qu'on était au sommet de la production. C'est avec la mobilisation collective de nos 4 732 fermes que la production s'est rapidement ajustée. En intervenant rapidement chacun dans leur ferme, tous les producteurs ont pensé collectivement, et c'est tout à leur honneur!

En parallèle à ces travaux, il a fallu développer les outils de mesures sanitaires et d'encadrement des services à la ferme. Le travail de collaboration avec les partenaires et nos efforts de communication ont permis de rendre ces outils disponibles très rapidement. Je tiens d'ailleurs à souligner la mobilisation et la contribution de l'ensemble de la filière pour soutenir notre industrie.

Le secteur laitier a aussi eu à subir les impacts de l'entrée en vigueur de l'ACEUM le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Les travaux initiés dès l'annonce de l'entente en 2018 pour s'assurer d'être conforme aux exigences de l'Accord ont été mis en application. Ces travaux majeurs ont mobilisé l'ensemble des provinces. Les effets de l'Accord sont considérables, celui-ci comportant des exigences sur notre politique laitière, mais aussi des accès additionnels au marché canadien et un plafonnement des exportations. Ces effets s'ajoutent à ceux de l'Accord économique et commercial global (AECG) et du Partenariat transpacifique et global progressiste (PTPGP). Le gouvernement a annoncé en novembre 2020 la confirmation du calendrier de versements du solde des compensations annoncées en 2019. Ainsi, 1,405 milliard \$ seront versés sur 3 ans, dont 468 millions \$ au début 2021 à l'échelle canadienne. Ces sommes, qui visent à compenser les effets des concessions de marché, seront réinvesties dans l'ensemble de nos régions. Encore cette année, 600 millions \$ ont été investis dans nos fermes pour les bâtiments et l'achat de machineries et d'équipements. Ces investissements et l'activité économique de notre secteur laitier génèrent annuellement une contribution au PIB de 5,3 milliards \$ et des recettes fiscales de 1,03 milliard \$.

Le contexte, soit la crise de la COVID-19 et la croissance des importations qui sont liées aux accès consentis dans les accords commerciaux, a eu pour effet de réduire fortement la croissance. En effet, en 2020, on note une croissance de 0,49 % des besoins canadiens et de 0,64 % pour le quota des provinces de P5. Celle-ci détonne avec la croissance moyenne des 5 années qui précèdent, soit 3,7 %. La production provinciale a crû de 1 % sur l'année, et ce, malgré une baisse importante en avril de 4 % suite aux signaux de limitation de production.

Pour ce qui est des revenus, l'année avait bien débuté avec des prix mondiaux haussiers et l'application d'une hausse de 1,93 % au 1<sup>er</sup> février sur les classes 1 à 4. Malheureusement, le recul important du marché du fromage dans ce contexte et la chute des prix mondiaux dans les premiers mois de la crise ont nui à la hausse attendue. Les prix se sont graduellement rétablis dans la 2<sup>e</sup> moitié de l'année 2020. Il en est résulté une hausse du prix du lait de 0,46 % sur l'année.

La crise aura aussi mis en lumière l'importance de partager les risques. C'est d'ailleurs ce qu'on fait les 10 provinces en décidant de mettre en commun l'ensemble de leurs revenus à partir du 1<sup>er</sup> juin 2020. Une transition sur 4 ans est en cours pour une mise en commun complète au 1<sup>er</sup> juin 2023. L'interrelation des marchés du lait de consommation et de transformation, les impacts des accords commerciaux et l'ensemble des risques auxquels nous sommes confrontés nous imposaient d'aller plus loin dans le partage des revenus.

La mise en place de nouvelles mesures, le développement de nouveaux outils et l'ajustement de nos projets en cours ont nécessité beaucoup de travail. C'est l'engagement et les efforts quotidiens des employés à Longueuil et en région qui ont permis d'assurer la continuité des affaires, et ce, malgré les défis du télétravail durant la dernière année. Les outils technologiques ont été déployés et il n'y a eu aucun bris de service pour assurer l'ensemble de nos fonctions de mise en marché.

En terminant, je tiens à souligner le départ d'Alain Bourbeau pour la retraite après 30 années de travail dévoué et engagé, les 12 dernières à titre de directeur général des Producteurs de lait du Québec. Sa contribution au développement de nos outils de mise en marché et à la défense

des intérêts des producteurs est majeure et s'inscrit dans l'histoire de notre industrie.

De mon côté, j'aborde ce nouveau rôle en sachant bien qu'il sera le lieu de nombreux défis, mais qu'il m'offre aussi la possibilité de faire prospérer notre secteur essentiel de façon durable. C'est une fierté de travailler pour les producteurs de lait du Québec et les valeurs qui les animent. Je suis fière également de chapeauter une équipe d'employés mobilisés et dévoués pour atteindre les meilleurs résultats dans la mise en marché du lait de nos producteurs.



Geneviève Rainville, directrice générale

## MESSAGE FROM THE GENERAL MANAGER

2020 WILL BE AN UNFORGETTABLE YEAR FOR THE ENTIRE POPULATION AND OUR INDUSTRY INCLUDED. THE COVID-19 CRISIS HAD AN IMMEDIATE IMPACT ON DEMAND, THE PRICE OF MILK, ON-FARM SERVICES, HEALTH REQUIREMENTS, AND OUR COMMUNICATION METHODS. THIS CRISIS CAME AT A TIME WHEN THE CANADA-UNITED STATES-MEXICO AGREEMENT (CUSMA) HAD ALSO TAKEN EFFECT, WHICH FORCED US TO REVIEW OUR POLICIES SO THAT WE WOULD COMPLY WITH ITS REQUIREMENTS.

My message would not be complete without first revisiting the effects of the crisis. The lockdown measures and the closures of many establishments caused demand to collapse. This created a great deal of trouble for Quebec's milk supplies given the significance of the processing market and the considerable size of the hotel, restaurant and institutional market in Canada. All of our teams at Les Producteurs de lait du Québec worked relentlessly to ensure that optimum milk marketing results were achieved. Nevertheless, before long, there was surplus milk in the supply that needed to be placed. A record quantity of nearly 4 million litres of milk was then jointly donated with certain processors at the expense of the industry to the most disadvantaged. Due to the insufficient storage capacity of the storage programs, a new cheese storage program was created. Our promotional campaigns were also quickly adjusted so that they specifically targeted the most affected market segments. The decline was so sharp that we had to react quickly to the market signals and reduce production. The best tool for this extraordinary situation turned out to be limiting the tolerance days that could be recuperated. Although this definitely took a toll on our farms while they were in peak production period, the concerted efforts of our 4,732 farms made it possible to quickly adjust production levels. All producers deserve credit for thinking collectively by taking quick action on their farms!

While these actions were underway, tools had to be developed for health measures and management of on-farm services. Thanks to our work with partners and our communication efforts, these tools were made available very quickly. I would also like to point out that the entire dairy chain rallied behind and helped out with these efforts to support our industry.

At the same time, the dairy sector suffered from the impacts of CUSMA, which came into force on July 1, 2020. The work that began when the Agreement was announced in 2018 to ensure that we complied with its requirements was implemented. This was a major undertaking in which all of the provinces were involved. The impacts of the Agreement are considerable, because it imposes requirements on our dairy policy, grants additional access to the Canadian market, and places a ceiling on our exports. These effects are on top of those caused by the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) and the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP). In an announcement in November 2020, the government confirmed the schedule for paying the balance of the compensation payments announced in 2019. Thus, \$1.405 billion will be paid over three years, starting with \$468 million at the beginning of 2021 across Canada. These amounts, which are meant to compensate for the effects of the market concessions, will be reinvested in all of our regions. Once again this year, \$600 million were invested in our farm buildings, machinery and equipment. These investments and the economic activities of our dairy sector generate an annual contribution of \$5.3 billion to the GDP and tax receipts in the amount of \$1.03 billion.

The combination of the COVID-19 crisis and higher imports linked to the access granted under the trade agreements drove down growth significantly. In fact, in 2020, we observed 0.49% growth in Canadian demand and 0.64% growth in the quota of P5 provinces. This is inconsistent with the average growth of the previous five years, which was 3.7%. Provincial production grew 1% over the year, despite a huge 4% drop in April following the signals to reduce production.

In terms of revenue, the year started off well with higher world prices and a 1.93% increase on February 1 in Classes 1 to 4. Unfortunately, the significant market downturn for cheese caused by the above-mentioned factors and the drop in world prices during the first two months of the crisis undermined the expected increase. Prices gradually recovered in the second half of 2020. This resulted in a 0.46% increase in the price of milk over the year.

The crisis has highlighted the importance of sharing risks. That is exactly what the 10 provinces decided to do by pooling all of their revenue starting on June 1, 2020. A 4-year transition is underway toward complete pooling on June 1, 2023. The interconnectedness of the fluid milk and processing markets, the impacts of the trade agreements, and the entire range of risks we face gave us no choice but to push our revenue pooling efforts even further.

It took a lot of work to implement new measures, develop new tools, and adjust our current projects. Thanks to the engagement and daily efforts of employees in Longueuil and our regions, we were able to ensure business continuity, despite the challenges of teleworking during the last year. We rolled out technological tools and avoided any interruption in service while providing all our marketing functions.

In closing, I would like to mention that Alain Bourbeau is retiring after 30 years of dedicated and committed work, including his last 12 years as General Manager of Les Producteurs de lait du Québec. His major contribution to developing our marketing tools and defending producers' interests will go down in the history of our industry.

As for me, I am taking on this new role knowing full well that it will have its fair share of challenges, but also opportunities for me to create lasting prosperity for our essential sector. I am proud to work for Quebec milk producers and the values that they embody. I am also proud to lead a team of employees who are engaged and dedicated to achieving the best milk marketing results for our producers.



Geneviève Rainville, General Manager